

# Pour faire face à la crise

*Fonder le Parti socialiste  
du XXI<sup>ème</sup> siècle*

## Michel Debout\*

*\* Psychiatre, professeur de médecine légale et ancien vice-président de la section travail au Conseil économique et social. Il a récemment publié avec Gérard Clavairoly Les sept chantiers capitaux, pour réussir l'alternative à gauche, Editions L'Harmattan, octobre 2008.*

**L**e scénario du vote des militants socialistes, à l'occasion de leur 75<sup>ème</sup> congrès de Reims, était écrit nulle part à l'avance, et peu de politologues se seraient risqués à prédire le résultat auquel il a abouti, à savoir l'égalité presque parfaite entre les deux candidates restées en lice au second tour pour l'élection du Premier secrétaire national. Un 50/50 inattendu, surtout si l'on tient compte du caractère contestable de certains votes, dans un camp comme dans l'autre, certaines « erreurs » venant corriger ici celles observées là-bas.

Ce 50/50 est la donnée la plus remarquable parce que la plus improbable de ce scrutin, venant conclure une série d'autres votes (choix des motions, puis premier tour pour le poste de Premier secrétaire), elle-même surprenante dans leur évolution.

Insister sur cette égalité, ce n'est pas remettre en cause la désignation de Martine Aubry qui l'a emporté, mais c'est s'efforcer de comprendre la signification politique profonde d'une telle arithmétique électorale.

A l'issue du scrutin, l'accent a été mis sur la vision contradictoire du parti portée par les deux candidates : parti de supporters ou de militants, parti ancré à gauche ou ouvert au centre, parti s'inscrivant dans la continuité des luttes passées ou nouvelle pratique politique. Selon cette approche, les adhérents se trouvaient face à un choix clair, structuré, somme toute banal en démocratie, entre deux options opposées, l'une devenant majoritaire, portée par Martine Aubry (même en l'emportant d'une courte tête), et l'autre, défendue par Ségolène Royal, assumant sa fonction de minoritaire, le vote militant ayant ainsi clos le débat.



## Pour faire face à la crise

Cette lecture du score final a quelque chose de politiquement rassurant et permet de faire de ce 50/50 un vote comme un autre qui ne modifie pas le fait majoritaire, même si l'écart entre les deux propositions est singulièrement réduit.

Mais il existe une autre lecture du résultat de ce vote : il n'exprimerait pas l'adhésion à part quasi égale à deux propositions contradictoires mais il traduirait l'insatisfaction des adhérents face à cette double offre politique, dont ni l'une ni l'autre n'est en capacité de satisfaire réellement leurs attentes. Ce 50/50 n'est plus alors l'expression d'un choix, même très relatif, mais celle d'un refus de donner à l'une ou l'autre son véritable statut de majoritaire, refusant de considérer ainsi la question comme tranchée et forçant la nouvelle direction et les militants à poursuivre le débat.

*Selon cette approche, le congrès de Reims n'a pas réglé le problème politique posé au Parti socialiste ; il en a au contraire et mieux que jamais révélé toute l'ampleur, toute la difficulté.* La direction comme les militants doivent désormais régler la question identitaire qui n'a pas pu l'être à l'occasion du congrès. Ainsi le congrès de Reims vient ouvrir une période de réflexion au moment même où beaucoup de socialistes souhaitent la conclure. *La question de l'identité du Parti socialiste est toujours devant nous*, comme celle de la construction de son projet. C'est cette tâche que c'est fixée Martine Aubry et la direction nationale du Parti avec comme premier objectif le rassemblement de tous les socialistes.

### AU-DELA DU CONGRES DE REIMS

Depuis longtemps, la mouvance socialiste (soit, selon le point de référence, le parti d'Epinay né en 1971 ou le premier Parti socialiste né lui en 1905) a multiplié l'affrontement d'opinions différentes. Son histoire est longue, traversée de moments féconds et d'autres moins. La période actuelle fait penser, par bien des côtés, au début des années 1970.

La phase mitterrannique a commencé dans l'après-guerre avec une gauche qui n'a pas su répondre au problème majeur de l'époque, le colonialisme, qui a vu l'installation du général De Gaulle, avant que cette gauche affaiblie et divisée ne se reconstruise à Epinay et se retrouve autour d'un homme, d'un nouveau parti, le Parti socialiste, prenant la suite de la SFIO, et autour d'un projet, celui du Programme commun d'abord, puis du programme socialiste annonçant la victoire de 1981.



## Pour faire face à la crise

Jusqu'à Epinay, les socialistes étaient dans la même fragilité qu'aujourd'hui, en quête d'un projet pouvant apporter des réponses claires aux attentes des Français et en recherche d'alliances : soit poursuivre l'alliance au centre (pratiquée depuis l'après-guerre), soit mettre en œuvre l'alliance avec le Parti communiste, considérée jusque-là comme impossible en raison des choix idéologiques et internationaux du Parti communiste, dans le contexte tendu de la guerre froide.

Tout cela s'est réglé au congrès d'Epinay, mais il n'était pas écrit à l'avance qu'Epinay, en 1971, serait un succès ; il fallut l'opportunité d'un rapprochement entre tendances parfois très éloignées pour que François Mitterrand (venu des rangs du radicalisme social), avec le soutien décisif de Pierre Mauroy qui lui a apporté les voix populaires de la fédération du Nord, devienne le premier leader du nouveau Parti socialiste.

Bien plus, en 1974, alors qu'il venait de perdre d'une courte tête les élections présidentielles face à Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand a compris que le rassemblement de la gauche socialiste n'était pas encore totalement réalisé mais que c'était la condition d'une victoire future (celle de 1981). C'est pour cette raison qu'il a encouragé l'initiative de Pierre Mauroy d'organiser les Assises du socialisme, ouvrant le parti à de nouveaux militants, venus pour la majorité d'entre eux du PSU et de la CFDT.

C'est bien le rassemblement de la gauche autour des socialistes qui était la condition de la victoire de 1981, comme il l'a été pour la victoire de 1997 avec Lionel Jospin sous l'emblème de la gauche plurielle.

C'est pourquoi, aujourd'hui, ce n'est pas en divisant la gauche que l'on répondra aux attentes des Français, c'est au contraire en la rassemblant pour définir ensemble son identité, son projet et ses alliances.

Il est impossible de régler une question identitaire sans passer par un acte fondateur (Épinay est le dernier en date), marquant à la fois ce qui est de l'ordre de la continuité (de l'héritage) avec la période passée et ce qui est de l'ordre de la rupture rendue nécessaire par les transformations de la société et du monde alentour. C'est ce rendez-vous-là que les socialistes devaient donner à tous les militants de gauche : appeler à la construction du Parti socialiste du XXI<sup>ème</sup> siècle ! Rendez-vous manqué au congrès de Reims, mais qui reste une ardente obligation si l'on ne veut pas se satisfaire d'une illusion consistant à penser que les militants ont opté pour un choix politique clair alors qu'ils ont au contraire exprimé l'impossibilité actuelle d'un tel choix.



## Pour faire face à la crise

Un acte fondateur est toujours un moment de rassemblement qui fait suite à une période plus ou moins longue de dispersion, d'atomisation, de contradictions, ce qui était exactement la situation de la SFIO à la fin des années 60. Le Parti socialiste connaît à son tour cette crise identitaire dont il ne pourra sortir sans une même volonté de fonder un nouveau Parti, non pas pour faire table rase de l'actuel mais pour assumer pleinement sa fonction politique dans une société capitaliste échouant dramatiquement sous nos yeux.

Quelle que soit la volonté, la capacité et la cohérence politique que mettra en œuvre la nouvelle direction du Parti, il n'y aura pas de vraie réponse si elle fait l'économie d'une offre politique à tous les militants de gauche prêts à prendre leurs responsabilités dans la gestion des affaires de la France, de l'Europe, et du monde, une *offre de construction commune portée par l'actuel Parti* et ouverte à toutes les sensibilités, citoyennes, syndicales, écologiques, sociétales, qui doit déboucher sur un *congrès fondateur du Parti socialiste du XXI<sup>ème</sup> siècle*, dans le courant de l'année 2010.

C'est en lançant l'appel à ce nouveau rassemblement que l'on apportera la meilleure réponse à Jean-Luc Mélenchon et à toute la militance qui se refusent à choisir entre la gauche de gouvernement et celle de protestation. Le Parti socialiste du XXI<sup>ème</sup> siècle aura besoin de tous les militants issus des différents courants de pensée de gauche, radicales, socialistes, communistes, écologistes et issus de différents engagements personnel, syndical, associatif, électif. Ce parti deviendra la grande formation politique de gauche pour les décennies 2000. Il impliquera tous les citoyens prêts à nous rejoindre dans cette démarche véritablement militante, à mille lieux d'une adhésion à vingt voire à dix euros ! C'est après son congrès fondateur que le nouveau Parti désignera, en 2011, son candidat pour l'élection présidentielle : il n'y aura alors pas besoin d'organiser des primaires à gauche pour le désigner puisque la gauche sera déjà rassemblée.

### LA CRISE CONFORTE NOS ORIENTATIONS DE « L'AVANT CRISE »

La crise du capitalisme, d'abord financière puis économique et sociale (même si son ampleur, sa gravité et sa rapidité d'installation ont pu surprendre) confirme les choix politiques développés par le Parti socialiste depuis tant d'années : nécessité d'une régulation économique et financière au niveau européen et mondial, intervention d'un Etat fort pour assurer les équilibres nécessaires et protéger les plus démunis,



## Pour faire face à la crise

nécessité d'un service public dynamique pour aller vers l'égalité entre les citoyens, développement de l'économie solidaire et durable pour répondre aux défis sociaux et écologiques qui menacent notre monde.

Ce n'est pas parce que les socialistes avaient raison avant la crise qu'ils devraient avoir tort aujourd'hui qu'elle est là ; et il est surprenant de lire encore chez certains commentateurs que les socialistes sont en panne d'idées ou n'auraient que des idées du passé, alors que c'est ce même passé qui leur donne, ô combien, raison maintenant !

Pour autant et du fait même de la gravité de la situation, c'est en approfondissant nos orientations, en les adaptant à la réalité du monde en crise que nous pourrions créer autour de nous la dynamique nécessaire pour qu'une majorité de Français nous fasse à nouveau confiance pour gérer les affaires du pays et pour partie celles de l'Europe et du monde. C'est d'autant plus nécessaire que le discours médiatique ambiant forcerait les Français à croire que c'est Nicolas Sarkozy qui aurait les bonnes réponses.

Cela consiste à alimenter les vieilles chimères de la droite selon lesquelles il n'existe qu'une seule et unique façon de gérer le pays imposé par les contraintes de la réalité socio-économique... celle du capitalisme ! Quitte aujourd'hui, face à la crise, à inventer le concept de « moralisation du capitalisme » qui resterait ainsi un bon système mais géré par des gens sans scrupules qu'il suffirait de neutraliser pour remettre le système sur les rails.

Il ne s'agit pas là de nier totalement les efforts déployés par le Président de la République au niveau européen et international pour faire face au conflit Russie/Géorgie, à la crise du capitalisme financier, à la guerre en Palestine, mais c'est une véritable supercherie que de faire passer la politique de Nicolas Sarkozy pour une politique pragmatique, sans *a priori* idéologique, économique ou social. Ce qui a fondé sa victoire à l'élection présidentielle est le retour sans concession d'une politique de droite, assumée et décomplexée, faisant de la réussite et des profits individuels l'alpha et l'oméga de toute vision de la société.

Lorsque le Président de la République semble renoncer, voire renier certains de ses principes au nom même de ce pseudo pragmatisme, comment oublier le choix du paquet fiscal datant d'un an à peine, de la réduction systématique et idéologique du nombre de fonctionnaires, de la privatisation de La Poste, de la casse de l'hôpital public, de l'Éducation nationale, de la défense de la rente au préjudice du travail ?



## Pour faire face à la crise

Aucun discours présidentiel, même s'il a des relents sympathiques pour des citoyens de gauche, ne pourra effacer cette volonté politique-là, et aucune mise au pas des médias ne pourra le moment venu empêcher les électeurs de se souvenir des fondements libéraux de la politique de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement. C'est pourquoi nous devons continuer à combattre les choix politiques de la majorité, parce que c'est cette orientation politique-là (il suffit de se rappeler la filiation Thatcher-Reagan-Bush-Sarkozy pour s'en convaincre) qui a amené le monde à la situation de catastrophe humaine et sociale qui est la sienne aujourd'hui. S'il se devait qu'en 2012 Nicolas Sarkozy ait maintenu ce cap d'un « pragmatisme opportuniste », face à une crise qui n'aurait pas encore trouvé sa réponse, les Français alors préféreraient choisir l'original, c'est-à-dire une réponse de gauche, à la copie « Canada dry » sarkozyste, à la condition que le Parti socialiste ait pu se rassembler lui-même et rassembler beaucoup d'autres forces de gauche autour d'un projet conforme aux attentes de notre peuple.

Si nous devons assumer l'économie de marché, sans faux-fuyant, et accepter la mondialisation de l'économie dès lors qu'elle sera régulée, il nous faut fonder notre projet politique sur trois principes clairement énoncés :

- être en économie de marché ne présuppose rien du partage capital / travail dans la production des richesses. Une politique de gauche doit par priorité défendre l'intérêt du travail par rapport à celui du capital, national et international ;
- l'économie de marché n'exclut pas qu'il y ait à côté d'elle tout un pan de l'économie, celui du secteur public, auquel il faut ajouter le vaste champ de l'économie sociale et solidaire, qui doit répondre aux besoins de la population, principalement les plus démunis, et aux obligations d'un développement durable ;
- le marché ne peut pas être le seul principe organisateur de notre vision de la société. Il convient d'affirmer de façon déterminée d'autres principes comme ceux de justice, de progrès, de culture qui ne peuvent pas être considérés comme de simples appendices aux profits et à la performance, mais comme des valeurs constitutives du pacte social et républicain dont nous sommes porteurs.

Par ailleurs, ce projet pour la France est indissociable d'un projet de gauche pour l'Europe. Aujourd'hui, les pays récemment entrés dans l'Union européenne – la Bulgarie et la Roumanie – et les gouvernements libéraux refusent toute régulation fiscale et sociale pour rendre plus attractive leur propre économie, pour attirer les investissements et pour faciliter l'embauche – à moindre coût – de leurs ressortissants.



## Pour faire face à la crise

C'est pourquoi la grève menée par les salariés de l'usine Daxia (filiale de Renault en Roumanie), pour obtenir une augmentation substantielle de leurs salaires, est exemplaire des revendications que devront porter dans les prochaines années les forces syndicales en Europe pour imposer la construction de l'Europe sociale.

L'exigence de la construction de l'Europe élargie à vingt-sept pays suppose une aide déterminée au développement des derniers pays entrants.

Cette voie devrait passer par l'adoption d'un budget européen (qui ne représente aujourd'hui que 1 % du PIB de l'Europe) à la hauteur de ce défi : entraîner vers le haut les pays les moins développés suppose une volonté de l'ensemble des pays membres ; elle permettra de déboucher plus tard sur une harmonisation sociale et fiscale. Il est facile de comprendre que, en l'absence d'une telle politique, le dumping fiscal et social s'imposera. Mais les choix des majorités politiques qui gouvernent le plus grand nombre de pays européens, ancrés dans une vision libérale, freinent la mise en œuvre de l'Europe sociale.

Et comment croire Nicolas Sarkozy lorsqu'il annonce qu'il veut une Europe qui protège les citoyens (ce qui est la voie à suivre), alors que sa politique nationale agresse les salariés français, réduit leur pouvoir d'achat et casse le droit du travail ?

Le rapport de force politique ne suffira pas à lui seul pour inverser la pente libérale de la construction européenne et c'est pourquoi la tenue d'*États généraux de la gauche européenne, politique, syndicale et associative* permettra la dynamique nécessaire pour définir le contenu de l'Europe sociale et écologique, voulue et défendue par un grand nombre de citoyens européens. Ce sera la première expression d'un fonctionnement authentiquement démocratique de l'entité européenne. L'Europe ne se construira pas sans les peuples...

### *Les alliances*

Certains observateurs ont été surpris par la place qu'a tenu au congrès de Reims la question des alliances, et singulièrement celle de l'alliance avec le centre, alors que tout choix identitaire suppose que l'on ait défini ce que l'on est pour soi (et face aux autres) et, de la même façon, que l'on précise vers quelles autres forces politiques on peut faire mouvement sans remettre en cause sa propre identité.

La question des alliances rejoint donc celle de la frontière identitaire. Poser la question de l'alliance au centre ne relève pas d'une préoccupation marginale ou d'un effet



## Pour faire face à la crise

de tribune, elle est constitutive de la construction politique que nous devons proposer à la gauche et aux Français.

La question du centre n'est pas nouvelle pour le PS ; mais ce qui est nouveau, ce sont les 20 % d'électeurs de François Bayrou. Peut-être cet électorat a-t-il été influencé par le mouvement « TSS » (tout sauf Sarkozy) rejetant ce que le personnage avait déjà, à l'époque, d'inquiétant (formules violentes, agitation constante, etc.). Certains électeurs de droite ont pu se dire : « Ce n'est pas le président qu'il nous faut ! ». Le vote Bayrou était-il donc conjoncturel, lié pour l'essentiel à la personnalité du futur président ? En rester là, c'est adopter la posture confortable idéologiquement d'une gauche pure et dure qui reste « entre soi ».

Il est vrai que la vie politique doit s'organiser entre deux grands camps, la gauche et la droite. L'émergence d'une troisième force importante, le centre, a pour effet de brouiller ce choix, et surtout d'en atténuer le sens, à un moment où certains électeurs et commentateurs posent la question de ce qui sépare la droite de la gauche ! Si en plus le centre se met au milieu... c'est la meilleure façon de disqualifier le débat politique.

On peut, certes, continuer de se convaincre que François Bayrou est un homme de droite, mais le risque demeure de se détourner d'un nombre important d'électeurs – plusieurs millions – dont la gauche a besoin pour l'emporter. Et donc de les rejeter à droite sans chercher à comprendre ce qu'ils ont voulu exprimer en votant pour François Bayrou, à quelles idées fortes ils ont adhéré. Ce vote se trouve plutôt dans les catégories artisanales, rurales, libérales, commerçantes. Il ne s'agit pas de les repousser à droite, car elles aussi subissent directement les effets du marché globalisé et du capitalisme financier.

Il y a aujourd'hui dans cet électorat de François Bayrou des préoccupations comparables à celles que connaissent les classes moyennes, les salariés, les employés, les ouvriers, vivier traditionnel des voix de gauche : en termes de sociologie politiques, c'est cela qu'il faut retenir. Et il faut rassembler cette population sous un vocable commun – pourquoi pas « Front démocratique et social », qui traduirait politiquement le refus commun du sarkozysme ?

C'est une logique différente d'un programme commun de gouvernement avec le centre, dont on ne voit pas aujourd'hui s'esquisser les contours : cette hypothèse supposerait un vrai rapprochement politique, et pas seulement électoral, avec



## Pour faire face à la crise

François Bayrou. Or ce dernier veut maintenir sa position centrale dans l'échiquier et il entend à l'évidence poursuivre son pari d'un centre autonome... La stratégie du PS quant à elle doit rester celle de l'alliance avec toute la gauche de gouvernement.

Avec le Modem, il ne s'agit donc pas d'une alliance programmatique, mais d'un désistement entre les deux tours des élections. Celui-ci a d'ailleurs fortement manqué à celle de 2007, car il était rendu impossible par la posture politique du Parti socialiste et surtout par le choix de François Bayrou, qui s'est situé pendant toute la campagne à équidistance de la gauche et de la droite.

On ne peut pas faire le choix d'un désistement entre les deux tours d'une élection sans annonce préalable sous peine que cela passe pour un arrangement de dernière minute sans effet sur les électeurs (et ils ont raison !). C'est par avance qu'il faut énoncer clairement ce désistement, avec des arguments politiques : pratiques démocratiques, réforme des institutions, refus des connivences entre capital, médias, personnel politique, prédominance de l'humain sur l'économique, fiscalité juste, droits des citoyens à devenir acteurs de la démocratie à tous les niveaux. Un désistement sur ces bases aurait pour conséquence que, pour la première fois depuis les années soixante, le centre serait associé à la victoire de la gauche, et non plus inféodé à la droite ; et c'est l'intérêt de la gauche si elle veut être majoritaire aux élections de 2012. Une telle proposition mettra François Bayrou au pied du mur et le forcera à sortir de l'ambiguïté centriste !

Reste à nous situer vis-à-vis de l'extrême gauche. Olivier Besancenot insiste de façon quasi obsessionnelle sur sa volonté d'être indépendant du Parti socialiste, propos qui en dit long sur la distance politique qui le sépare du Parti socialiste. Il faut répondre à cette indépendance par l'indifférence. L'extrême gauche existe depuis au moins aussi longtemps que la gauche elle-même, y compris le Parti communiste devenu aujourd'hui force résiduelle de cette partie de l'échiquier politique...

Olivier Besancenot possède d'évidentes qualités de communication, l'adaptabilité de son discours aux émissions de la « télévision people » (pas que !) montre qu'il sait être de son temps, y compris médiatique. Il n'en demeure pas moins que son discours relève toujours d'une analyse réductrice des problèmes du monde, auxquels il apporte des réponses démagogiques.

Le stalinisme ou le maoïsme ne constituent pas des pensées politiques de gauche, mais des idéologies... nuisibles. Si le futur parti anticapitaliste reste un parti



## Pour faire face à la crise

révolutionnaire, il faut qu'il nous explique comment il veut faire la révolution, et par quels moyens, car tant qu'il s'en tient à la dénonciation généreuse et générale de l'injustice sociale, qui à gauche ne serait pas d'accord ? Mais dès que l'on s'interroge sur ce qu'il y a au-delà des mots et des slogans (« faire payer les riches »), pour ceux qui sont dans la détresse sociale ou le désarroi politique, c'est l'incantation. Il faut nous préserver des fantasmes d'une idéologie qui annonce le grand soir et qui amène des réveils en forme de gueule de bois.

L'extrême gauche vit sa vie ; nous devons cesser d'être à sa remorque, en nous culpabilisant... Mais lorsqu'il s'agit de défendre des revendications sociales sur des estrades communes, lorsqu'il s'agit de dénoncer un système qui broie les citoyens, cela n'est pas choquant de lutter avec l'extrême gauche contre la pauvreté, la précarité, l'injustice, la casse des droits sociaux.

•

Jusqu'aux élections européennes, il est à craindre que les forces de dispersion à gauche prennent de l'ampleur, chaque composante espérant s'en sortir électoralement mieux que l'autre et d'abord au détriment du Parti socialiste.

Il est à craindre que jusque là, et du fait même du mode de scrutin, aucune dynamique de rassemblement ne puisse s'opérer et qu'ainsi le Parti se trouve en position difficile.

Mais après ? D'autres rendez-vous électoraux se présenteront – élections territoriales d'abord et élection présidentielle en 2012 – qui ont eux pour logique le rassemblement majoritaire.

L'appel à la fondation du Parti socialiste du XXI<sup>ème</sup> siècle pourra alors être entendu et il le sera d'autant mieux que ce projet aura été préparé en amont.

Il reste donc quelques mois pour que le Parti socialiste, sa direction, ses élus, ses militants œuvrent au rassemblement d'une gauche en capacité alors d'offrir au pays une véritable alternative politique.